

# **Niger/La société civile se mobilise sur la situation sociale et sécuritaire**

lundi 10 janvier 2022, par [Collectif / Signatures multiples](#) (Date de rédaction antérieure : 8 janvier 2022).

**En ce début de l'année 2022, nous, organisations de la société civile nigérienne, vivement préoccupées par la dégradation de la situation sociale, économique et sécuritaire ayant cours dans notre pays, ainsi que par les atteintes graves aux libertés individuelles et collectives, notamment la liberté de manifestation, faisons les constats suivants :**

1-La situation sécuritaire dans le pays continue de se dégrader, notamment dans les régions de Tillabery, Tahoua, Maradi et Diffa ; et tout indique que d'autres régions du pays pourraient à leur tour être confrontées au phénomène de l'insécurité armée ;

2-En dépit de toutes les mesures prises, les groupes armés non étatiques continuent de perpétrer des attaques meurtrières contre des civils et des éléments des forces de défense et de sécurité, enlèvent et prennent en otages des civils contre rançons, prélèvent des impôts, s'emparent du bétail, brûlent des greniers et des infrastructures sociales notamment des écoles, violent des femmes et des filles, etc ;

3-La persistance de l'insécurité armée a fait fuir des centaines d'enseignants et enseignantes, pris pour cibles par les groupes armés, et entraîné la fermeture d'au moins 579 écoles, dont 392 dans la seule région de Tillabery, privant ainsi de leur droit à l'éducation plus de 53 000 élèves, aujourd'hui laissés à eux-mêmes ;

4-A Tillabery, Tahoua, Diffa et Maradi, les personnes déplacées, qu'il s'agisse des déplacés internes ou des réfugiés, continuent à vivre dans des conditions lamentables, survivant pour l'essentiel grâce au soutien des organismes internationaux et des humanitaires ;

5-La persistance de l'insécurité armée a entraîné dans plusieurs zones de notre pays l'émergence de groupes d'autodéfense, qui tentent d'assurer la protection des villages et des communautés ; et comme on peut le constater, l'émergence des groupes d'autodéfense est, malheureusement, porteuse de risques graves en matière de cohésion sociale ;

6-Les populations nigériennes font face partout dans le pays à une insécurité alimentaire, qui risque de prendre des proportions inquiétantes en raison notamment de la persistance de l'insécurité armée, et de la hausse déjà insoutenable des prix des denrées de première nécessité ;

7-Depuis 2018, les atteintes aux libertés publiques, notamment les libertés d'expression et de manifestation, persistent et tendent à se banaliser, au mépris des garanties contenues dans la Constitution et les instruments juridiques régionaux et internationaux ratifiés par l'État du Niger ;

8-La justice nigérienne continue d'envoyer des signaux inquiétants quant à sa capacité, non seulement à protéger les droits et libertés fondamentaux des citoyens et citoyennes, mais aussi à lutter efficacement contre la corruption et divers crimes économiques.

Aussi, au regard de ces constats tristes, et conformément à leur mission de défense des droits fondamentaux, les organisations de la société civile signataires de la présente déclaration :

1-Présentent leurs condoléances aux familles des centaines de personnes, civiles et militaires, tuées au cours de ces dernières années, et expriment leur solidarité à l'endroit des déplacés internes et des réfugiés, ainsi que des populations vivant sous la loi des groupes armés ;

2-Expriment leur solidarité aux familles des blessés et des victimes de la tuerie perpétrée à Tera par les éléments de la force Barkhane, et les rassurent de leur soutien pour la recherche de la justice pour ce crime qui les conforte dans leur exigence de voir les forces extérieures partir du Sahel ;

3-Interpellent les pouvoirs publics nigériens quant à l'obligation qui leur incombe de prendre toutes les dispositions idoines afin, d'une part d'assurer la sécurité et la protection des populations civiles contre les exactions des groupes armés, et d'autre part de dégager des moyens conséquents pour apporter assistance aux personnes confrontées à l'insécurité alimentaire ;

4-Rappellent aux autorités leur obligation de respecter et faire respecter les droits humains, ainsi de sensibiliser et former les responsables et les agents des forces de défense et de sécurité (FDS) sur le respect des normes relatives aux droits humains et au droit international humanitaire ;

5-Invitent les pouvoirs publics à porter une attention particulière à la question de l'éducation et de l'emploi des jeunes ainsi qu'aux questions de développement socioéconomique aussi bien des régions affectées par les conflits armés que des autres régions du pays ;

6-Expriment leur indignation face à la renonciation par l'État du Niger à sa constitution en partie civile dans l'affaire dite de MDN et réaffirment leur ferme détermination à ne ménager aucun effort pour obtenir la traduction devant la justice de toutes les personnes impliquées dans ce dossier de malversations et détournements des fonds publics alloués au secteur de la défense et de la sécurité ;

7-Invitent les pouvoirs publics et tous les acteurs sociaux et politiques à créer les conditions non seulement d'une concertation nationale inclusive autour des questions de paix et de sécurité dans l'espace sahélien, mais aussi d'une sortie de la crise en cours par la voie du dialogue ;

8- Lancent un appel à la mobilisation générale pour une Journée d'Actions Citoyennes le dimanche 23 Janvier 2022 sur toute l'étendue du territoire national, à travers des initiatives locales diverses allant des manifestations pacifiques de rue, à des conférences publiques, et des journées de réflexion sur des thématiques relatives à la situation socioéconomique, sécuritaire et politique de notre pays.

Fait à Niamey, le 8 Janvier 2022

Ont signé :

Notre Cause Commune (NCC) ; ANCDH ; TOURNONS LA PAGE NIGER (TLP) ; Réseau des Organisations pour la Transparence et l'Analyse Budgétaire (ROTAB -NIGER) ; Agir pour être ; Alternative Espaces Citoyens (AEC) ; Réseau Nigérien Anti-corruption (RENAC) ; Alliance Pour la Paix et la Sécurité (APAISE/NIGER) ; Mouvement des Jeunes Républicains (MJR) ; Comité de Réflexion et d'Orientation Indépendant pour la Sauvegarde des Acquis Démocratiques (CROISADE) ; Mouvement Nigérien pour la promotion des peuples et de la démocratie (MNPDP).

---

**Collectif**

*[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais.*

---

**P.-S.**

Facebook

<https://www.facebook.com/100001172765066/posts/4657779187604461/>